CONSEIL MUNICIPAL

Séance Publique du

23 novembre 2021 – 19H00

Compte-rendu

Le **Conseil Municipal de la Commune de Poisy**, dûment convoqué, s'est réuni en séance publique le **23 novembre 2021**, à 19 heures, sous la présidence de Monsieur Pierre BRUYERE Maire.

Date de Convocation : 16 novembre 2021

Présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, sauf MM Astruz, Brando, Rizzo, Bussat, Lombardi, Nattier, Tenani, excusés.

Procuration a été donnée par :

Mme Astruz	à	Mme Fournier
Mme Brando	à	M. Pellicier
M. Nattier	à	Mme Pinaton-Vittoz
Mme Tenani	à	M. Perret

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice	:	29
Présents	:	22
Votants	:	26

Mme Lydie MILLER est nommée secrétaire de séance

M. Bebar souhaite apporter une modification au compte-rendu de la séance du 28 septembre 2021, concernant le point « attribution des titres restaurants » : « *M.le Maire répond à M. Bebar que les poses de congés seront déduites du nombre de tickets alloués à chaque agent.* ».

Il précise qu'il a bien connaissance de la réglementation et que les poses de congés sont déduites du nombre de titres restaurants alloués à chaque agent. Sa question portait sur la déduction d'un titre restaurant lorsqu'un agent pose d'une demi-journée de congés. M. le Maire et M. Pellicier confirment qu'un suivi par service des absences sera effectué par les responsables de service et les ressources humaines.

Le compte-rendu de la séance 28 septembre 2021 est adopté à l'unanimité.

21-140 Servitude à consentir pour la desserte en eaux usées de l'opération Cœur de Village – autorisation de passage d'une canalisation correspondant à la partie privative du branchement et desservant plusieurs propriétés comprenant la charge commune de son entretien

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que l'opération « Cœur de Village » est raccordée au réseau d'eaux usées par le biais d'une canalisation qui correspond à la partie privative d'un branchement desservant plusieurs propriétés et que son entretien (uniquement de la partie du branchement commun) doit faire l'objet d'une prise en charge commune des différents propriétaires concernés.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Approuve** l'exposé de Monsieur le Maire.
- **Autorise** l'institution par acte notarié sur les parcelles cadastrées section AD n°363 et 16 d'une servitude de passage de canalisations d'eaux usées, tel que son emprise figure au plan annexé, pour le raccordement des immeubles cadastrés section AD n°363, 16, 475, 474, 17, 18, 19, 20, 21 et 303.

- **Précise** que les propriétaires du fonds servant et du fonds dominant s'engageront solidairement à maintenir ces ouvrages en bon état de fonctionnement, à leurs frais, selon la répartition suivante :
 - Les charges relatives à la partie privée qui est commune aux différents propriétaires seront réparties de la façon suivante (cf. plans ci-joints matérialisant les 3 propriétaires et le tronçon commun) :
 - 1/3 pour les parcelles cadastrées section AD n°17, 18, 19, 20, 21 et 303,
 - 1/3 pour les parcelles cadastrées section AD n°474 et 475,
 - et 1/3 pour la parcelle cadastrée section AD n°363 et 16.
 - Chaque propriétaire aura intégralement à sa charge sa partie de branchement privative « indépendante » des autres et qui lui est propre (cf. plans ci-joints matérialisant les 3 propriétaires et le branchement propre de chaque propriétaire).
- **Autorise** Monsieur Raymond PELLICIER, 1^{er} adjoint au Maire, à effectuer toutes les démarches et à signer tous actes nécessaires à l'établissement de la servitude susvisée.
- **Précise** que les frais d'acte de constitution de servitude seront à charge de la commune de Poisy.

21-141 – Acquisition à l'euro symbolique des parcelles cadastrées section AR n°196 et 214 sises au lieu-dit « Les Champs des Palluds »

Monsieur le Maire indique l'intégration de ces parcelles dans le patrimoine communal permettrait d'assurer d'une part une liaison au site Parc'Espaces depuis la route de Monod via la rue d'Antarès et d'autre part de compléter les acquisitions déjà entreprises dans le cadre dudit projet en vue de préserver et de conforter le marais et notamment son exutoire.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **Approuve** la cession à la commune des parcelles cadastrées section AR n°214 et 196, présentant des contenances cadastrales respectives d'environ 828 m² et de 103 m², sises au lieu-dit « Les Champs des Palluds » et qui appartiennent à la SEM de construction du département de l'Ain. Cette cession se fera à l'euro symbolique.
- **Décide** de classer la parcelle cadastrée section AR n°214, constituant la rue d'Antarès, au domaine public communal, et décide de l'affecter à la circulation publique.

21-142 - Indemnité pour perte d'exploitation au profit de Monsieur MORAND Claude concernant les parcelles cadastrées section AC n°126 et 128

Monsieur le Maire rappelle que les parcelles cadastrées section AC n°126 et n°128 appartenant respectivement aux indivisions FEUCHT et CHATEL et situées au lieu-dit « Le Champ des Marais » sont en cours d'acquisition par la commune en vue de la réalisation d'un arboretum entre la Mairie et le Marais de Poisy et explique que ces terrains sont actuellement exploités par Monsieur MORAND Claude.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Décide** d'attribuer une indemnité pour perte d'exploitation à Monsieur MORAND Claude, d'un montant de 1,20€ /m², soit une indemnité totale d'environ 7992,00€.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette indemnité

21-143 – Cession à l'euro symbolique à la commune des parcelles cadastrées section AO n°534, 536, 539, 537, 541 et 543 par le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier le Domaine des Peupliers

Monsieur le Maire explique qu'une partie de la route de Monod appartient à l'ensemble immobilier du Domaine des Peupliers. Les aménagements réalisés sur cette voie n'ont

jamais été régularisés. Par ailleurs, la commune souhaite acquérir une partie de terrains situés le long du chemin du Quart, en vue de l'aménagement dudit chemin.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **Approuve** la cession à la commune des parcelles cadastrées section AO n°534, 536, 539, 537, 541 et 543, présentant une contenance cadastrale totale d'environ 1509 m², situées route de Monod et chemin du Quart, et appartenant au syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier le Domaine des Peupliers. Cette cession s'effectuera à l'euro symbolique.
- **Décide** de classer les parcelles cadastrées section AO n°543, 541, 537 et 539p (pour la partie constitutive de la route de Monod), sises route de Monod, au domaine public communal, et décide de les affecter à la circulation publique.
- **Donne** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer tous documents relatifs à cette cession.
- **Précise** que les frais inhérents à cette cession (notamment géomètre et notaire) seront à la charge de la commune.

21-144– Modification de servitudes de passage public entre la commune de Poisy et le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier le Domaine des Peupliers – annule et remplace la DCM n°16-166

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du conseil municipal n°16-166 du 12 décembre 2016, il a été décidé d'ouvrir au public un certain nombre de voiries et d'aménagements à réaliser dans le cadre de l'opération du Domaine des Peupliers, située le long de la route de Monod et à proximité du Marais de Parc'Espaces. Cela consistait notamment à :

- *constituer une servitude publique à titre réel et perpétuel constituant en un droit de passage public en tout temps et à toute heure pour tous piétons et vélos, au niveau des aménagements dédiés pour les modes doux empruntant notamment les parcelles cadastrées section AO n°1 et 150,*
- *constituer une servitude publique à titre réel et perpétuel constituant en un droit de passage public en tout temps et à toute heure à pied, à vélo et pour tous les types de véhicules pour les parties de voiries empruntant les parcelles cadastrées section AO n°1, 3, 4, 5, 6, 7, 150 et 308, avec à titre accessoire droit d'implantation d'équipements de tri sélectif notamment pour la dépose du verre, des ordures ménagères. De plus, cette servitude portait également sur un droit de passage en tréfonds de tous réseaux et canalisations et notamment eaux potable, réseaux électriques et téléphone, eaux usées, eaux pluviales, à titre de servitude réelle et perpétuelle).*

Monsieur le Maire ayant eu l'autorisation de signer ces servitudes, ces dernières ont été instituées par acte notarié en date du 28 avril 2017.

Toutefois, depuis la finalisation de l'opération des Peupliers, il s'avère que :

- *le point d'apport volontaire pour le tri sélectif n'a finalement pas pu être réalisé au cœur du programme,*
- *que les cheminements dédiés aux modes doux sur les parcelles cadastrées section AO n°1 et 150 sont légèrement différents de ce qui était prévu initialement au niveau de leurs emprises et de leurs emplacements,*
- *et que la route François Gruffaz qui faisait l'objet d'une servitude publique de passage pour tous types de véhicules n'a plus lieu d'être compte tenu du fait que cette voie ne débouchera finalement pas sur la zone de Gerbassier (seules*

des liaisons dédiées aux modes doux seront prolongées depuis cette voirie sur la future opération de Gerbassier).

M. Veyron demande si la route François est communale, M. le Maire lui répond que ce n'est pas le cas car le projet a évolué, que le point d'apport volontaire a été supprimé et que la route ne débouche pas. M. Veyron demande si cette route est dangereuse à cause des sorties de garage en marche arrière, M. le Maire répond que comme dans beaucoup de propriétés c'est une voie de desserte des résidences à laquelle la commune n'apporte pas de flux supplémentaire.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Approuve** l'exposé de Monsieur le Maire, ainsi que le plan de bornage susmentionné.
- **Décide** de supprimer les servitudes précédemment constituées par acte notarié en date du 28 avril 2017 et d'en constituer de nouvelles conformément au plan de bornage ci-joint du cabinet de géomètres-experts MPC (dossier 14176, indice 001e du 25/10/2021), à savoir :
 - instituer une servitude publique à titre réel et perpétuel constituant en un droit de passage public en tout temps et à toute heure pour les circulations douces (tous piétons et vélos notamment), au niveau des aménagements dédiés pour les modes doux empruntant les parcelles cadastrées section AO n°150 et 533 (cf. partie repérée en orange sur le plan précité),
 - instituer une servitude publique à titre réel et perpétuel constituant en un droit de passage public en tout temps et à toute heure pour les circulations douces (tous piétons et vélos notamment), au niveau de la route François Gruffaz, empruntant les parcelles cadastrées section AO n°542, 540, 3, 150 et 533 (cf. partie repérée en jaune sur le plan précité),
 - Instituer un droit de passage en tréfonds au niveau de la route François GRUFFAZ (cf. partie repérée en jaune sur le plan précité) pour tous réseaux et canalisations et notamment eaux potable, réseaux électriques et téléphone, eaux usées, eaux pluviales, à titre de servitude réelle et perpétuelle.
- **Donne** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer tous documents relatifs à :
 - l'annulation des servitudes précédemment établies,
 - l'institution des nouvelles servitudes publiques précitées.
- **Précise** que l'annulation et l'institution de ces servitudes est consentie à titre gratuit et que les frais inhérents à cette affaire (notamment de géomètre ou de notaire) seront à la charge de la commune de Poisy.

21-145 Convention relative à la mise à disposition de deux salariés de droit privé par l'entreprise MITHIEUX TP auprès de la commune de Poisy

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que pour pallier le besoin temporaire de renforcement des services techniques durant la période de déneigement, il est proposé de faire appel à deux salariés de droit privé de l'entreprise MITHIEUX TP pour le déneigement et le salage des routes.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Approuve** la convention relative à la mise à disposition de deux salariés de droit privé de l'entreprise MITHIEUX TP auprès de la commune de Poisy pour le déneigement et le salage des routes, convention dont le projet est joint à la présente délibération.
- **Donne** pouvoir à Monsieur le Maire de signer ladite convention.

21-146- Budget Annexe Salle des fêtes – Décision modificative n°01

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Décide** d'adopter la Décision Modificative n°1 du Budget annexe Salle des fêtes 2021, comme suit :

Exploitation	Dépenses	Recettes
011– Ch. à caract. général	- 1.000,00	
65– Autres ch., de gestion	1.000,00	
TOTAL	0,00	0,00

Investissement	Dépenses	Recettes
2313 – Immobilisations en cours	- 4.327.214,37	
Op . 33 – Salle de spectacles	4.327.214,37	
1312 – Subvention Région		400.000,00
1314 – Subv. budget principal		- 400.000,00
TOTAL	0,00	0,00

21 - 147- Budget Principal – Décision modificative n°02

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Décide** d'adopter la Décision Modificative n°1 du Budget Principal 2020, comme suit :

Fonctionnement	Dépenses	Recettes
011- Charges à caractère général	18.700,00	
012 – Charges de personnel	18.200,00	
014 – Atténuation de produits	23.700,00	
65 – Autres charges de gest. courante	17.000,00	
67 – Charges exceptionnelles	12.100,00	
023 – Virement sect. investissement	121.978,00	-
013 – Atténuation de charges		- 30.000,00
70 – Produits des services		5.500,00
73 – Impôts et taxes		133.547,00
74 – Dotations, subventions		99.731,00
75 – Autres produits de gestion courante		500,00
77 – Produits exceptionnels		2.400,00
TOTAL	211.678,00	211.678,00
Investissement	Dépenses	Recettes
204 – Subventions d'équip. Versées	- 400.000,00	
Op 21 – Centre administratif	60.000,00	
Op 31 - Opérations non individ.	12.800,00	
Op 32 – Bâtiments scolaires	5.000,00	
Op 34 – Bâtiments communaux	4.800,00	
Op 37 – Voirie communale	- 10.000,00	
021 – Virement de la section de fonct.		121.978,00
10222 – FCTVA		- 63.000,00
10226 – Taxes d'aménagement		- 200.000,00
1641 – Emprunts		- 186.378 ,00
TOTAL	- 327.400,00	- 327.400,00

21-148 - HALPADES SA D'HLM – Demande de garantie pour le remboursement d'emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que la société HALPADES SA D'HLM a transmis à la commune une demande de garantie d'emprunt concernant le financement de 23 logements locatifs sociaux dans le programme immobilier « Brassily route de Monod ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ARTICLE 1 : L'assemblée délibérante de COMMUNE de POISY accorde sa garantie, à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3.271.151 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 128080 constitué de 9 lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 3.271.151,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

21-149 – 2019-TX-12– Construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces – Avenant n°2 au lot n°14- S « Plâtrerie -Peinture plafonds»

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Adopte** l'avenant n°2 au lot n°14- S « Plâtrerie- Peinture- Plafonds» du marché 2019-TX-012 relatif à la construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces.
- **Donne** tous pouvoirs à Monsieur le Maire à l'effet de signer tous documents relatifs à ces avenants.

21-150– AO2018-02 – Construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces – Avenant de prolongation des délais : Avenant n°4 au lot n°2 « Revêtement extérieur - Maçonnerie paysagère » / Avenant n°3 au lot n°3 « Espaces verts » / Avenant n°3 au lot n°9-S « Charpente métal » / Avenant n°3 au lot n°10-S « Etanchéité » / Avenant n°2 au lot n°11-S « Façades – Bardage – ITE »

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Adopte** l'avenant n°2 au lot n°11-S, l'avenant n°3 aux lots n°3, 9-S, 10-S et l'avenant n°4 au lot n°2 du marché AO2018-02 relatif à la construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces.

- **Donne** tous pouvoirs à Monsieur le Maire à l'effet de signer tous documents relatifs à ces avenants.

21-151 AO2018-03 – Construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces – Avenants de prolongation des délais : Avenant n°4 au lot n°1 « Terrassement-VRD » / Avenant n°3 au lot n°5 « Renforcement de sol par colonnes ballastées » / Avenant n°2 au lot n°7 « Dallage béton » / Avenant n°3 au lot n°18-S « Plomberie-Chauffage-Ventilation » / Avenant n°3 au lot n°20-S « Cuisine » / Avenant n°6 au lot n°21-S « Equipements scénographiques » / Avenant n°2 au lot n°22-S « Gradins télescopiques / fauteuils »

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Adopte** l'avenant n°2 aux lots n°7, 22-S, l'avenant n°3 aux lots n°5, 18-S, 20-S, l'avenant n°4 au lot n°1 et l'avenant n°6 au lot n°21-S du marché AO2018-03 relatif à la construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces.
- **Donne** tous pouvoirs à Monsieur le Maire à l'effet de signer tous documents relatifs à ces avenants.

21-152– PCN2018-01 – Construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces – Avenants de prolongation des délais : Avenant n°2 au lot n°4 « Fournitures de plantes » / Avenant n°3 au lot n°8-S « Charpente bois – habillage acoustique intérieur » / Avenant n°2 au lot n°16-S « Carrelage - Faïences »

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Adopte** l'avenant n°2 aux lots n°4, 16-S et l'avenant n°3 au lot n°8-S du marché PCN 2018-01 relatif à la construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces.
- **Donne** tous pouvoirs à Monsieur le Maire à l'effet de signer tous documents relatifs à ces avenants.

21- 153 Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zones Parc'Espaces – Avenant n°4

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Adopte** l'avenant n°4 au marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un troisième groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces.
- **Donne** tous pouvoirs à Monsieur le Maire à l'effet de signer tous documents relatifs à cet avenant.

21-154 PCN2018-02 – Construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces – Avenants de prolongation des délais : Avenant n°3 au lot n°6 « Gros oeuvre »

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Adopte** l'avenant n°3 au lot n°6 « Gros oeuvre » du marché PCN 2018-02 relatif à la construction d'un groupe scolaire et d'une salle des fêtes sur la zone Parc'Espaces.
- **Donne** tous pouvoirs à Monsieur le Maire à l'effet de signer tous documents relatifs à ces avenants.

21-155 ouverture d'un poste d'adjoint du patrimoine principal 1^{ère} classe

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Décide**, de la création à compter du 01.01.2022, un poste d'adjoint du patrimoine principal 1^{ère} classe à temps complet
- **Précise** que les crédits suffisants sont prévus au budget.

21-156 Espace culturel et évènementiel tarifs de location au 01.12.2021 : conditions d'annulation

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'il convient de fixer les tarifs de location de la salle culturelle et évènementielle.

Les tarifs suivants seront appliqués à compter du 01.12.2021 :

LES PRIX SONT INDIQUES HORS TVA		
	extérieurs	locaux
LOCATION ESPACES		
<i>tarif local réservé aux associations de Poisy sous convention d'objectifs et de moyens</i>		
jour de montage 50% si au moins 2 jours exploitation		
salle + hall + scène	2500	1700
Salle + scène	2300	1500
Salle	1800	1000
Hall accueil + vestiaire hors-personnel	630	400
partie extérieure arrière avec eau/elec/toilettes	1000	450
partie extérieure facade avant	450	250
Prestations complémentaires		
Loge (2 disponibles)	40	
Cuisine + Bar	250	
Bar	75	
TECHNIQUE INSTALLATION		
Installation Tribune 200	150	100
Installation Tribune 600	250	150
Mobilier / unité		
tables rondes 180cm	10	
chaise repas	1.2	
coffret électrique pour stands	30	
tarif technicien pour régie	420	
praticables de scène	12	
régie son/vidéo hall accueil	100	
Régie son et lumières salle	250	
VP + Ecran salle	150	
Régie déportée salle?	120	
FORFAIT NETTOYAGE		
Nettoyage loges	30	
Hall d'accueil	70	
Cuisine + bar	30	
Forfait tribune	138	

forfait salle 1000	217
Espace Culturel Poisy	265
SSIAP (service de sécurité incendie) / heure	
SSIAP horaire jour	22
SSIAP horaire nuit et dimanche	25
dimanche nuit	27
SSIAP horaire jour férié jour	49
SSIAP horaire jour férié nuit	54

CAUTION DE 1500€ à remettre à la signature du devis
ACOMPTE à la réservation de 50% du montant de la location d'espaces

Conditions d'annulations 90 jours avant la date : remboursement acompte

45 jours avant la date : remboursement 75% de l'acompte

30 jours avant la date : retenue de l'acompte

Moins de 30 jours avant la date : facturation de la prestation

Sauf cas de force majeure prévue par la Loi

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Décide** d'appliquer, à compter du 1^{er} décembre 2021 les tarifs de location de la salle culturelle et événementielle susvisés.

21-157 réalisation d'un programme de 13 logements – convention avec Alliade Habitat

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Approuve** les termes de la convention à intervenir avec Alliade Habitat en vue de la réalisation d'un programme de construction de 13 logements.
- **Autorise** le Maire à signer ladite convention.

Décisions consenties par le Conseil Municipal au Maire pour exercer au nom de la Commune les attributions indiquées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

DECISION DU MAIRE n°2021-135 Décision de défendre en justice et désignation d'un avocat

Le Maire de la Commune de POISY

Vu le Code Général des Collectivités, et notamment son article L 2122-22 16^e alinéa,

Vu la délibération n°20-49 du Conseil Municipal, en date du 02 juin 2020, donnant délégation à Monsieur le Maire pour les fonctions énumérées à l'article L.2122-22 dans les conditions prévues par ce dernier,

Vu le recours déposé contre la décision d'opposition à la déclaration préalable n°DP07421321X0094 de Monsieur le Maire de Poisy en date 23 juillet 2021, recours en référé suspension présenté par la société TDF, représentée par TALAN Avocat et tendant à :

- Suspendre les effets de l'arrêté du maire de la commune de Poisy du 23 juillet 2021 ;
- Enjoindre au maire de la commune de Poisy de prendre un arrêté provisoire de non-opposition à la déclaration préalable de TDF enregistrée sous le n°DP07421321X0094 pour la construction et l'installation d'une station de radiotéléphonie sur le terrain sis lieu-dit « Les Iles » à Poisy dans le délai de quinze jours à compter de la notification de l'ordonnance à intervenir ;

- Condamner la commune de Poisy à payer à la société TDF la somme de 1500 euros sur le fondement de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Vu le recours déposé contre la décision d'opposition à la déclaration préalable n°DP07421321X0094 de Monsieur le Maire de Poisy en date 23 juillet 2021, recours en excès de pouvoir présenté par la société TDF, représentée par TALAN Avocat et tendant à :

- Annuler l'arrêté du Maire de la commune de Poisy du 23 juillet 2021 ;
- Enjoindre au maire de la commune de Poisy de prendre un arrêté de non-opposition à la déclaration préalable de TDF enregistrée sous le n°DP07421321X0094 pour la construction et l'installation d'une station de radiotéléphonie sur le terrain sis lieu-dit « Les Iles » à Poisy dans le délai de quinze jours à compter de la notification du jugement à intervenir ;
- Condamner la commune de Poisy à payer à la société TDF la somme de 1500 euros sur le fondement de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

DECIDE

Article 1 – La commune de Poisy défendra dans l'action susvisée.

Article 2 – La Selarl Cabinet d'avocats Philippe PETIT et Associés, 31 rue Royale, 69 001 LYON, est désignée pour assurer la défense des intérêts de la commune dans ces deux procédures.

Article 3 – Le Directeur Général des Services municipaux est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Poisy 04 octobre 2021

DECISION DU MAIRE n°2021-136 Etude urbaine et paysagère aux abords du passage souterrain - RD14 – mode doux - Attribution

Le Maire de la Commune de POISY

Vu le Code Général des Collectivités, et notamment son article L 2122-22 ;

Vu la délibération n°20-49 du 02 juin 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire pour les fonctions énumérées à l'article L2122-22 dans les conditions prévues par ce dernier,

DECIDE

Article 1 – Les prestations liées à la réalisation d'une « Etude urbaine et paysagère aux abords du passage souterrain - RD14 – mode doux » sont confiées au cabinet Willem den Hengst et Associés, situé à 74200 Thonon-les-Bains, pour un montant de 12 800 € HT soit 15 360 € TTC.

Article 2 – Le Directeur Général des Services Municipaux est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Poisy, le 27 octobre 2021

DECISION DU MAIRE n°2021_137 Fourniture et installation de postes informatiques en mairie - Attribution

Le Maire de la Commune de POISY

Vu le Code Général des Collectivités, et notamment son article L 2122-22 ;

Vu la délibération n°20-49 du 02 juin 2020 donnant délégation à M. le Maire pour les fonctions énumérées à l'article L2122-22 dans les conditions prévues par ce dernier,

DECIDE

Article 1 – La fourniture et l'installation de matériels informatiques est attribué à la société E-VA située à 74 600 SEYNOD pour un montant de 4 360 € HT soit 5 232 € TTC

Article 2 – Le Directeur Général des Services Municipaux est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Poisy, le 03 novembre 2021

DECISION DU MAIRE n°2021-138 Pose et dépose des illuminations de fin d'année 2021-Attribution

Le Maire de la Commune de POISY

Vu le Code Général des Collectivités, et notamment son article L 2122-22 ;

Vu la délibération n°20-49 du 02 juin 2020 donnant délégation à M. le Maire pour les fonctions énumérées à l'article L2122-22 dans les conditions prévues par ce dernier,

Vu les articles L.20112-1 et R.2112-1 du Code de la Commande Publique

DECIDE

Article 1 – Les prestations de pose et dépose des illuminations pour les fêtes de fin d'année sont confiées à la société CITEOS Annecy située à 74600 Annecy pour un montant de 12 310 € HT soit 14 772 € TTC.

Article 2 – Le Directeur Général des Services Municipaux est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Poisy, le 12 novembre 2021

DECISION DU MAIRE n°2021-139 : formation cadres pour l'année 2022 – attribution

Le Maire de la Commune de POISY

Vu le Code Général des Collectivités, et notamment son article L 2122-22 ;

Vu la délibération n°20-49 du 02 juin 2020 donnant délégation à M. le Maire pour les fonctions énumérées à l'article L2122-22 dans les conditions prévues par ce dernier,

DECIDE

Article 1 – la formation de l'ensemble des cadres de la commune de Poisy sur le module « mieux se gérer dans le temps et devenir acteur de son efficacité professionnelle » est attribuée à CBC, 38000 GRENOBLE, pour un montant total d'honoraires de 6000€ TTC.

Article 2 – Le Directeur Général des Services Municipaux est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Poisy, le 18 novembre 2021

Questions diverses

En l'absence de questions diverses, M le Maire a remercié les conseillers et levé la séance.